



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)

We regret that some of the pages in the microfiche copy of this report may not be up to the proper legibility standards even though the best possible copy was used for preparing the master fiche

07887-F

Distr. LIMITEE

UNIDO/IOD.143  
12 janvier 1978

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

FORUM DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DES PAYS D'AFRIQUE ET D'ASIE

Budapest (Hongrie), 19-22 septembre 1977

RAPPORT\*

---

\* Le présent document est la traduction d'un texte anglais qui n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

id.78-137

## 1. INTRODUCTION

Le Forum des chambres de commerce et d'industrie des pays d'Afrique et d'Asie, organisé par l'ONUDI avec le concours de la Chambre de commerce hongroise, s'est tenu à Budapest (Hongrie), du 19 au 22 septembre 1977.

Cette réunion a été organisée pour étudier les meilleurs moyens de renforcer les chambres de commerce et d'industrie qui jouent un rôle promotionnel et consultatif croissant auprès des organismes et entreprises publics et privés s'occupant du développement industriel, en tenant dûment compte des dispositions de la Déclaration et du Plan d'action de Lima. Les principaux objectifs de la réunion étaient de faire le point des activités que les chambres de commerce et d'industrie mènent actuellement dans le domaine du développement industriel, de définir quels nouveaux types de services industriels lesdites chambres pourraient rendre à leurs membres et d'étudier les différentes formes de l'assistance technique qu'il est possible de fournir par l'intermédiaire de l'ONUDI pour renforcer ces activités.

Le Forum a été ouvert par M. Ö. Kallos, Président de la Chambre de commerce hongroise.

Les participants ont élu un bureau composé comme suit :

Président	M. Ö. Kallos
Coprésident	M. B. P. Poddar (Inde)
Coprésident	M. M. El Sayed (Egypte)
Coprésident	M. D. M. Kebe (Sénégal)
Président du Comité de rédaction	M. A. Tehrani (Iran)
Corapporteur	M. A. B. Baba-Moussa (Bénin)
Corapporteur	M. Sheik Imdad Ahmed (Pakistan)
Corapporteur	M. J. M. Barredo (Philippines)
Conseiller technique du Comité de rédaction	M. P. Chentsal Rao (Inde)

Le Forum a réuni des participants venant des pays suivants : Bénin, Egypte, Ghana, Inde, Irak, Iran, Kenya, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, République arabe syrienne, Sénégal, Sri Lanka et Tunisie. Des représentants de la Chambre de commerce hongroise et de la Chambre de commerce internationale assistaient également à la réunion. La liste complète des participants figure à l'annexe I au présent rapport.

Les séances de travail du Forum ont été présidées par les coprésidents ci-après : MM. B. P. Poddar (Inde), D. M. Kebe (Sénégal) et M. El Sayed (Egypte).

Les délibérations ont suivi en général l'ordre du jour adopté par les participants (voir annexe II).

A la séance de clôture, les participants ont approuvé le projet de rapport sur les délibérations du Forum. Les projets de conclusions et de recommandations établis par le Comité de rédaction ont été examinés et approuvés.

## 2. COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS

### 2.1 Présentation des rapports par pays

Dans l'aide-mémoire sur la réunion, les participants avaient été invités à présenter un rapport sur la structure et le fonctionnement des chambres de commerce de leur pays et sur les efforts déployés par celles-ci pour adapter les services industriels qu'elles fournissent à leurs membres aux dispositions de la Déclaration et du Plan d'action de Lima et aux recommandations du Groupe consultatif des chambres de commerce et d'industrie de certains pays en développement que l'ONUDI avait réuni, avec le concours de la Chambre de commerce hongroise, du 1er au 3 décembre 1976 à Budapest.

Faute de temps, chaque représentant n'a fait qu'une brève présentation de son rapport en s'attachant surtout aux grands thèmes mentionnés plus haut. La délégation hongroise a également présenté un document sur l'expérience acquise par son pays en ce qui concerne la coopération avec les chambres de commerce et d'industrie des pays en développement dans le cas particulier de l'Inde.

En ce qui concerne les services industriels que les chambres pourraient rendre à leurs membres, on a cité généralement les activités ci-après : information générale sur l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'industrie et au commerce, action en faveur des petites et moyennes entreprises industrielles sous forme de conseils touchant les possibilités d'investissement, méthodes à appliquer pour promouvoir la rationalisation, et la productivité et stages de formation, information sur le matériel et l'outillage industriels, licences, contrôle de la qualité et établissement de labels de garantie, assistance aux industriels pour l'élaboration de projets.

Les participants ont dans l'ensemble approuvé la recommandation du Groupe consultatif des chambres de commerce et d'industrie de certains pays en développement tendant à créer des "sections de la promotion et des services industriels". A ce propos, un représentant a indiqué que sa chambre avait déjà établi des liens directs avec l'organisme gouvernemental en créant un service spécial chargé d'assurer la coordination entre les pouvoirs publics et les milieux industriels.

2.2 Amélioration et renforcement des services industriels fournis par les chambres de commerce et d'industrie, compte tenu plus spécialement des dispositions de la Déclaration et du Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels

Les participants ont examiné un document sur les possibilités de développer les services industriels fournis par les chambres de commerce et d'industrie, qu'un consultant de l'ONUDI avait établi à la suite d'une série de visites à des chambres de commerce et d'industrie de pays d'Afrique et d'Asie.

Il a été noté que les chambres de commerce, dont les besoins d'assistance variaient certes selon les pays et la situation particulière de chacune d'entre elles, pourraient cependant, dans un certain nombre de domaines, renforcer les services industriels qu'elles fournissent à leurs membres, et notamment :

- i) Intensifier les activités d'information industrielle;
- ii) Accroître l'autosuffisance en recommandant des mesures susceptibles d'encourager le remplacement des importations et les industries travaillant pour l'exportation;

- iii) Perfectionner les méthodes de conception et d'adaptation des produits;
- iv) Acquérir des techniques appropriées;
- v) Créer de nouvelles usines et agrandir les usines existantes grâce au redéploiement de certaines activités industrielles;
- vi) Créer des bourses de sous-traitance à l'intention des entrepreneurs tant nationaux qu'étrangers.

Le représentant de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie pakistanaises a indiqué qu'un séminaire national sur la coopération entre l'université, les instituts de recherche et d'industrie s'était tenu en 1977 au Pakistan sous les auspices de sa Fédération. Cet exemple pourrait être suivi avec profit par d'autres pays désireux d'encourager une coopération efficace et suivie au niveau national entre les universités, les organisations de recherche et les milieux industriels en vue de la mise au point et de l'adaptation de techniques convenant aux conditions locales.

Le représentant de la Chambre nationale de commerce du Ghana a fait état d'une initiative analogue prise dans son pays où l'Université des sciences et techniques de Kumasi avait créé un centre de développement industriel qui fabrique des instruments aratoires, des boulons et des écrous, des outils à main ainsi que du savon blanc, etc. Les industriels qui acquièrent ces produits reçoivent en plus gratuitement le savoir-faire technique correspondant. Un autre centre a été créé conjointement par le gouvernement et la Manufacturers Association of Ghana.

Les participants ont d'autre part reconnu qu'il fallait stimuler activement la recherche de la qualité dans les domaines économique, scientifique et social et noté à cet égard que la Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes avait créé à l'intention des entreprises industrielles et commerciales et des organismes scientifiques et sociaux des prix annuels destinés à récompenser des réussites exceptionnelles dans certains domaines comme le remplacement des importations et les innovations, la production agricole, les relations professionnelles dans l'industrie, la planification de famille, etc. C'est là une initiative que les chambres de commerce et d'industrie de tous les pays en développement et leurs fédérations feraient bien d'imiter.

Pour souligner le rôle important des chambres dans le domaine du transfert des techniques, on a mentionné la publication de l'ONUDI intitulée "Directives pour l'acquisition des technologies étrangères par les pays en voie de développement (concernant en particulier les accords de licence)" (ID/98) qui rend hommage à un certain nombre de représentants de chambres de commerce et d'industrie pour leurs commentaires et suggestions.

Il a été reconnu que les "sections de la promotion et des services industriels", dont la création avait été préconisée par le Groupe consultatif des chambres de commerce et d'industrie de certains pays en développement, offrirait le meilleur moyen de développer ces activités, qui sont mentionnées au paragraphe 58 de la Déclaration et du Plan d'action de Lima et dans le programme de coopération entre pays en développement (UNIDO/TCD.420).

Cette constatation a donné lieu à un échange de vues prolongé sur les modalités de l'assistance technique que les chambres pourraient obtenir par l'entremise de l'ONUDI pour la mise en place de services de ce genre.

2.3 Ce que peut faire l'ONUDI pour aider les chambres de commerce et d'industrie à améliorer et développer leurs services industriels

Les participants ont été informés des différentes formes d'assistance technique que l'ONUDI pourrait fournir en vue de créer les mécanismes mentionnés ci-dessus.

Comme cette assistance est normalement financée au titre des crédits ouverts pour les programmes par pays du PNUD, les participants ont été informés des modalités d'élaboration de ces programmes en ce qui concerne plus particulièrement la présentation des différents projets. A cet égard, on a étudié la situation des différents pays représentés à la réunion dans la perspective du deuxième cycle de programmation par pays (1977-1981). On a noté que si les programmes d'un certain nombre de pays avaient déjà été approuvés, huit pays avaient encore la possibilité d'inclure un projet d'assistance technique aux chambres de commerce et d'industrie dans leur programme qui sera présenté au Conseil d'administration du PNUD à la session de juin 1978 ou de janvier 1979. La marche à suivre pour solliciter une assistance de ce genre par les voies officielles a été exposée aux participants.



Il a aussi été indiqué que, exceptionnellement, les projets d'assistance technique peuvent être financés au moyen de contributions volontaires versées à l'ONUDI ou au titre du programme des Services industriels spéciaux (SIS), dans les cas où l'aide requise est de courte durée et urgente et qu'elle intéresse de préférence un pays parmi les moins avancés.

2.4 Dispositions institutionnelles en vue d'une coopération entre les chambres de commerce aux niveaux sous-régional et régional

On a signalé que, ces dernières années, des institutions régionales comme l'Union générale des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des pays arabes, l'Association des chambres de commerce des pays asiatiques et la Fédération des chambres de commerce ouest-africaines avaient recommandé à leurs membres d'accroître leur contribution au développement industriel, en prenant notamment une part plus active à l'élaboration et à l'application des politiques et des programmes d'industrialisation, en élargissant et en diversifiant les services industriels mis à la disposition de leurs membres (diffusion de renseignements concernant le matériel, l'équipement et les matières premières convenant le mieux à la production, la conception et l'adaptation de produits et les techniques appropriées, etc.), et en organisant des stages de formation pour accroître la productivité.

A ce propos, on a rappelé que l'ONUDI, agissant en coopération avec l'Union générale des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des pays arabes avait organisé à Beyrouth, en janvier 1974, un séminaire régional pour le personnel de direction des chambres de commerce et d'industrie des pays arabes (document ID/WG.170/6), qui avait examiné le rôle que les chambres de commerce et d'industrie arabes pourraient jouer pour ce qui est d'en encourager, de coordonner et de favoriser le développement industriel.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1. Les participants au Forum reconnaissent les responsabilités et fonctions qui incombent aux chambres de commerce et d'industrie et à leurs fédérations pour ce qui concerne, en général, le développement industriel de leurs pays respectifs et, en particulier, la mise en oeuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Lima. Ils exhortent donc ces chambres et ces fédérations à redoubler d'efforts pour se procurer, par l'entremise de l'ONUDI, une assistance technique appropriée susceptible d'être financée au titre du programme par pays correspondant du PNUD.
2. Tout en s'engageant à ne pas ménager leur soutien et leur coopération, les participants demandent instamment à l'ONUDI de fournir d'urgence, sous la forme de missions de courte durée, une assistance technique aux chambres des pays d'Afrique et d'Asie dont les programmes d'assistance technique n'ont pas encore été arrêtés afin de mettre ces chambres en mesure d'élaborer et de présenter en temps utile leurs demandes d'assistance technique.
3. L'ONUDI devrait également publier, à l'intention des chambres de commerce et d'industrie, un bref manuel exposant la procédure à suivre pour élaborer et présenter des demandes d'assistance technique au titre des programmes par pays du PNUD.
4. Les participants, tout en approuvant les recommandations et le plan d'action formulés par le Groupe consultatif, recommandent à l'ONUDI d'aider par priorité les chambres à mettre sur pied des "sections de la promotion et des services industriels" pour améliorer et développer des services fournis à l'industrie.
5. Les participants recommandent aux gouvernements des pays d'Afrique et d'Asie de consulter leurs chambres et fédérations respectives lorsqu'ils élaborent les programmes d'assistance technique par pays et de faire une part suffisante dans ces programmes à l'amélioration et au développement des services industriels desdites chambres et fédérations.
6. Les participants ont émis le souhait que les Divisions mixtes CEA/ONUDI et CESAP/ONUDI de l'industrie qui existent respectivement au sein de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission économique et sociale

pour l'Asie et le Pacifique, contribuent dans un proche avenir à resserrer encore les liens et la coopération entre les chambres et l'Organisation. A longue échéance, on pourrait envisager d'affecter à ces deux divisions mixtes des fonctionnaires spécialement chargés de la liaison avec les chambres de commerce et d'industrie.

7. Pour l'assistance technique qu'elle apporte aux chambres, l'ONUDI devrait dans toute la mesure du possible choisir les experts requis dans les régions d'Afrique et d'Asie.

8. Les participants notent avec satisfaction que la Chambre de commerce internationale assure une large gamme de services pour améliorer et développer les prestations des chambres nationales dans des secteurs comme les techniques et pratiques bancaires, les méthodes et pratiques propres à faciliter les échanges, les règlements douaniers internationaux, etc.

9. A cet égard, les participants notent que la Chambre de commerce internationale a réussi à créer un comité de liaison composé de membres de chambres de commerce des pays développés et des pays socialistes d'Europe orientale aux fins d'encourager les échanges Est-Ouest. Les participants souhaitent que la Chambre de commerce internationale accepte d'étudier la possibilité d'élargir la composition et le mandat dudit comité de liaison en vue d'y inclure des représentants des chambres de commerce et d'industrie des pays d'Afrique et d'Asie ou de créer un comité tripartite où seraient représentés les intérêts des trois groupes.

10. Les participants reconnaissent qu'il faut assurer une coopération plus efficace et plus régulière entre les chambres de commerce et d'industrie des pays d'Afrique et d'Asie et leurs fédérations et assigner auxdites chambres des attributions nouvelles dans le cadre des dispositions de la Déclaration et du Plan d'action de Lima et du Programme de coopération entre pays en développement. Il faudrait confier ces tâches à un organisme existant ou créer un nouvel organisme à cet effet.

11. Il a été convenu que les chambres participantes publieront dans leurs bulletins respectifs les demandes de renseignements et toute autre information commerciale et industrielle qu'elles pourront recevoir, ce qui permettra d'améliorer sensiblement les services industriels fournis à leurs membres.

Les participants ont reçu avec plaisir les offres de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes ainsi que de la Chambre de commerce, d'industrie et des mines iranienne, de la Chambre de commerce du Ghana et de l'Union générale des chambres de commerce égyptiennes qui ont proposé d'accueillir le prochain forum au cours du deuxième semestre de 1978.

Les participants au Forum tiennent à exprimer à l'ONUDI et à la Chambre de commerce hongroise qui leur ont offert une occasion unique d'examiner des questions d'intérêt mutuel et d'établir des contacts personnels qui sont indispensables pour favoriser les relations industrielles et commerciales et échanger des données d'expérience, leur profonde reconnaissance et leurs sincères remerciements. Les participants tiennent aussi à remercier chaleureusement la Chambre de commerce hongroise de son hospitalité et des concours apportés aux délégations.

Annexe I

LISTE DES PARTICIPANTS

1. M. Abou Bakart Baba-Moussa  
Président de la Chambre de commerce  
B. P. 300  
s/c BBD  
CONTONOU (Bénin)
2. M. Mohamed Mahmoud el Sayed  
Directeur général  
Fédération égyptienne des chambres de commerce  
4 Midan el Falaki  
LE CAIRE (Egypte)
3. M. V. W. Kwasi Agbodza  
Président  
Chambre de commerce du Ghana  
P. O. B. 2325  
ACCRA (Ghana)
4. M. P. Chantsal Rao  
Secrétaire général  
Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes  
Federation House  
NEW DELHI (Inde)
5. M. B. P. Poddar  
Président  
Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes  
NEW DELHI (Inde)
6. M. Ahmad Tehrani  
Vice-Président de la Chambre de commerce iranienne  
333 Mirdamad Ave  
TEHERAN (Iran)
7. M. Abdulwahab Al-najjar  
Expert  
Organisation nationale pour le développement industriel  
Ministère de l'industrie et des ressources minérales  
BAGDAD (Irak)
8. M. Amjad Hindosh  
Directeur technique de la Fédération irakienne des industries  
Kullany Sq.  
NEW BAGDAD (Irak)

9. M. George Gachigi Kamau  
Directeur administratif  
Chambre de commerce et d'industrie du Kenya  
Box 47024  
NAIROBI (Kenya)
10. M. Hariprasad Giri  
Président  
Fédération des chambres de commerce et d'industrie  
F.N.C.C.I., Meera Home  
Khichapekhari  
KATMANDOU (Népal)
11. M. C. N. Onwichekwa  
Secrétaire adjoint  
Chambre de commerce et d'industrie de Lagos  
P. O. Box 109  
LAGOS (Nigéria)
12. Cheik Imdad Ahmed  
Président  
Fédération des chambres de commerce et d'industrie pakistanaise  
Belasis Street  
KARACHI (Pakistan)
13. M. Jose M. Barredo  
Vice-Président  
Chambre de commerce des Philippines  
Magallanes Drive, Intramuros  
MANILLE (Philippines)
14. M. M. Djim-Momar Kébé  
Vice-Président  
Chambre de commerce et d'industrie de Dakar  
Place de l'Indépendance  
DAKAR (Sénégal)
15. M. C. P. de Silva  
Président  
Chambre de commerce de Ceylan  
443/8 Nawala Road  
RATAGIRIYA (Sri Lanka)
16. M. Said Mohamed Shafik Souccar  
Président de la chambre de commerce de Damas  
République arabe syrienne
17. M. Mahmoud Zerzeri  
Président  
Chambre de commerce de Tunis  
1 rue des Entrepreneurs  
TUNIS (Tunisie)

18. M. M. Frans C. A. Eenhorst  
Chambre de commerce internationale  
38 Cours Albert 1er  
PARIS (France)
19. M. P. Ghelardoni  
ONUDI  
VIENNE (Autriche)
20. M. M. A. Rifaat  
Consultant de l'ONUDI  
19 r. Mahmoud/jahmy Pacha  
Manial  
LE CAIRE (Egypte)
21. M. M. Roushdi Barakat  
Premier secrétaire commercial  
Observateur  
Ambassade d'Egypte  
1016 BUDAPEST, Bérc u. 16 (Hongrie)
22. M. Ödön Kallós  
Président  
Chambre de commerce hongroise  
BUDAPEST (Hongrie)
23. M. Perenc Siklós  
Directeur général adjoint  
Chambre de commerce hongroise  
BUDAPEST (Hongrie)
24. M. Antal Szentfülöpi  
Chef de la Section des organisations internationales  
Chambre de commerce hongroise  
BUDAPEST (Hongrie)
25. M. Tamas Sömjén  
Secrétaire du Comité national hongrois pour l'ONUDI  
BUDAPEST (Hongrie)

Annexe II

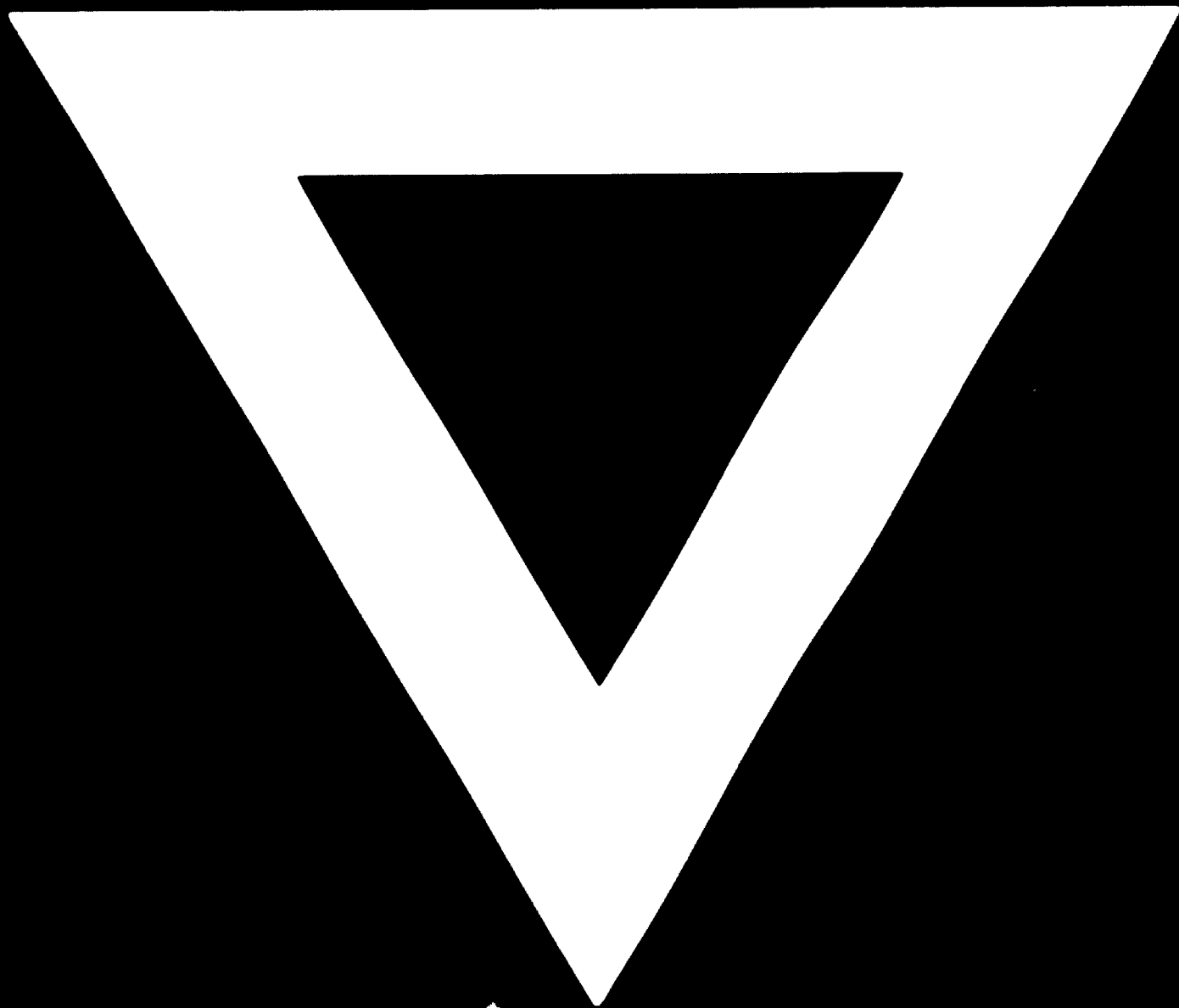
ORDRE DU JOUR

1. Rôle des chambres et des fédérations nationales de commerce et d'industrie dans l'industrialisation des pays, compte tenu notamment :
  - a) De l'aide qu'elles peuvent fournir actuellement aux gouvernements dans le domaine des politiques et des programmes de développement industriel;
  - b) Des services qu'elles fournissent aux entreprises industrielles publiques et privées dans le cadre des programmes généraux de développement industriel.
2. Possibilités d'étendre les services industriels fournis par ces organismes, compte tenu en particulier de la Déclaration et du Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels, adoptés par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, du Nouvel ordre économique et du Programme de coopération technique entre pays en développement.
3. Dispositions institutionnelles en vue d'une coopération entre les chambres de commerce, aux niveaux sous-régional et régional, dans les domaines susmentionnés.
4. Rôle de l'ONUDI en ce qui concerne l'assistance aux chambres de commerce et d'industrie pour l'amélioration et l'extension des services susmentionnés.





**C-668**



**78.11.06**